



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

EROLD S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

EROLD S.A.

93 rue de la Victoire - 75009 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

EROLD S.A.

93 rue de la Victoire - 75009 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée générale de la société EROLD S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EROLD S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Note 1 : présentation de l'activité, faits marquants et événements post-clôture » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie "Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation", nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « 2.1.3. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » et « 2.1.4. Immobilisations financières » de l'annexe exposent respectivement les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations incorporelles et aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 12 mai 2023

KPMG SA

Geoffroy Muselier

Associé

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022
BILAN ACTIF

| RUBRIQUES | Montant brut | Amortissements | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | - | - | - | - |
| IMMOBILISATION INCORPORELLES | 12 009 080 | 9 220 894 | 2 788 186 | 4 871 117 |
| Frais d'établissement | - | - | - | - |
| Frais création site internet | 3 066 738 | 2 855 468 | 211 271 | 206 448 |
| Frais de recherche et développement | 446 190 | 125 622 | 320 568 | 205 897 |
| Concessions, brevets et droits similaires | - | - | - | - |
| Fonds commercial | 5 535 045 | 3 869 805 | 1 665 241 | 3 778 708 |
| Autres immobilisations incorporelles | 2 961 107 | 2 370 000 | 591 108 | 680 064 |
| Immobilisations en cours | - | - | - | - |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | - | - | - | - |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 660 863 | 485 430 | 175 433 | 219 085 |
| Terrains | - | - | - | - |
| Constructions | - | - | - | - |
| Installations techniques, matériel, outillage | - | - | - | - |
| Autres immobilisations corporelles | 660 863 | 485 430 | 175 433 | 219 085 |
| Immobilisations en cours | - | - | - | - |
| Avances et acomptes | - | - | - | - |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 4 420 244 | 2 943 010 | 1 477 234 | 3 732 365 |
| Participations par mise en équivalence | - | - | - | - |
| Autres participations | 4 151 735 | 2 863 085 | 1 288 650 | 3 487 715 |
| Créances rattachées à des participations | 5 119 | 5 119 | - | - |
| Autres titres immobilisés | 90 441 | 74 805 | 15 635 | 41 604 |
| Prêts | - | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | 172 949 | - | 172 949 | 203 046 |
| ACTIF IMMOBILISE | 17 090 187 | 12 649 333 | 4 440 854 | 8 822 567 |
| STOCKS ET EN-COURS | - | - | - | - |
| Matières premières, approvisionnements | - | - | - | - |
| En-cours de productions de biens | - | - | - | - |
| En-cours de productions de services | - | - | - | - |
| Produits intermédiaires et finis | - | - | - | - |
| Marchandises | - | - | - | - |
| Avances et acomptes versés sur commandes | - | - | - | - |
| CREANCES | - | - | - | - |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 696 105 | - | 1 696 105 | 2 580 981 |
| Créances clients Echanges de Mses | 504 000 | - | 504 000 | 370 200 |
| Créances clients Factures à établir | 4 022 | - | 4 022 | - |
| Créances clients Exonérés | 524 | - | 524 | - |
| Créances clients Douteux | 9 508 | 7 923 | 1 585 | 1 585 |
| Autres créances | 1 061 892 | - | 1 061 892 | 975 011 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | - | - | - | - |
| DIVERS | - | - | - | - |
| Valeurs mobilières de placement | 15 | - | 15 | 15 |
| (dont actions propres:) | - | - | - | - |
| Disponibilités | 194 913 | - | 194 913 | 1 404 997 |
| COMPTES DE REGULARISATION | - | - | - | - |
| Charges constatées d'avance | 137 315 | - | 137 315 | 144 015 |
| ACTIF CIRCULANT | 3 608 295 | 7 923 | 3 600 372 | 5 476 804 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | - | - | - | - |
| Primes de remboursement des obligations | - | - | - | - |
| Ecart de conversion actif | - | - | - | - |
| TOTAL GENERAL | 20 698 482 | 12 657 256 | 8 041 226 | 14 299 370 |

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022
BILAN PASSIF

| RUBRIQUES | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel | 611 204 | 611 204 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 3 245 941 | 3 245 941 |
| Ecart de réévaluation | 0 | 0 |
| Réserve légale proprement dite | 48 292 | 48 292 |
| Autres réserves | 4 100 000 | 4 100 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 174 539 | 174 539 |
| Réserves réglementées | 0 | 0 |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | 0 | 0 |
| Report à nouveau | -791 198 | -1 151 302 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | -5 289 211 | 360 104 |
| Provisions réglementées | 56 210 | 44 198 |
| CAPITAUX PROPRES | 2 155 775 | 7 432 975 |
| Subventions d'investissement | 473 299 | 328 160 |
| Avances conditionnées | 0 | 0 |
| AUTRES FONDS | 473 299 | 328 160 |
| Provisions pour risques | 130 146 | 148 305 |
| Provisions pour charges | 0 | 0 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 130 146 | 148 305 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 287 262 | 2 137 184 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | 1 581 973 | 1 581 918 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0 | 0 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs | 498 230 | 225 731 |
| Dettes fournisseurs Echanges de Mses | 504 000 | 370 200 |
| Dettes fournisseurs Echanges de Mses HT | 0 | 0 |
| Dettes fournisseurs Export | 4 748 | 100 |
| Dettes fournisseurs Factures non parvenues | 92 081 | 281 794 |
| Dettes fiscales et sociales | 866 132 | 1 024 456 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes fournisseurs d'immobilisations | 203 121 | 140 964 |
| Dettes fournisseurs d'immobilisations HT | 35 557 | 18 849 |
| Autres dettes | 208 173 | 608 734 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | 727 | 0 |
| DETTES | 5 282 005 | 6 389 930 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 8 041 226 | 14 299 370 |

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022
COMPTE DE RESULTAT

| RUBRIQUES | France | Exportation | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------------|---------------|-------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | - | - | - | - |
| Production vendue de biens | - | - | - | - |
| Production vendue de services | 3 422 631 | 63 991 | 3 486 622 | 4 963 519 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 3 422 631 | 63 991 | 3 486 622 | 4 963 519 |
| Production stockée | | | - | - |
| Production immobilisée | | | 364 381 | 315 027 |
| Subventions d'exploitation | | | 24 000 | 4 667 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges | | | 0 | 0 |
| Autres produits | | | 9 | 131 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 3 875 012 | 5 283 344 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 166 | 37 181 |
| Variation de stock (marchandises) | | | - | - |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | - | - |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | - | - |
| Autres achats et charges externes | | | 2 003 782 | 2 038 851 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 29 282 | 47 675 |
| Salaires et traitements | | | 1 228 149 | 1 246 138 |
| Charges sociales | | | 453 333 | 519 959 |
| Autres charges de personnel | | | 39 320 | 81 422 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 1 048 952 | 1 089 062 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | - | - |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | 0 | 0 |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | 0 | 18 159 |
| Autres charges | | | 5 802 | 32 959 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 4 808 785 | 5 111 406 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -933 773 | 171 938 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | - | - |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | - | - |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 8 559 | 4 597 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 62 315 | 1 206 979 |
| Différences positives de change | | | 0 | - |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 16 040 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 70 874 | 1 227 616 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 2 335 705 | 62 315 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 36 649 | 53 767 |
| Charges nets sur cessions de valeurs mobilières de placements | | | 173 388 | 2 715 |
| Différences négatives de change | | | - | - |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | - | - |
| CHARGES FINANCIERES | | | 2 545 742 | 118 797 |
| RESULTAT FINANCIER | | | -2 474 868 | 1 108 819 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | -3 408 641 | 1 280 756 |

| ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022 | | |
|--|-------------------|-------------------|
| COMPTE DE RESULTAT | | |
| RUBRIQUES | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 252 405 | 152 259 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | - | - |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 18 159 | 21 500 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 270 564 | 173 759 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 25 558 | 35 365 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 97 | 1 047 035 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 2 125 479 | 12 012 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2 151 134 | 1 094 413 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -1 880 570 | -920 654 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 0 | 0 |
| Impôt société | 0 | 0 |
| TOTAL DES PRODUITS | 4 216 450 | 6 684 718 |
| TOTAL DES CHARGES | 9 505 661 | 6 324 616 |
| BENEFICE OU PERTES | -5 289 211 | 360 104 |

ANNEXE**NOTE PRELIMINAIRE**

Date de clôture : 31/12/2022

Total du bilan avant répartition : 8 041 226 €

Perte : 5 289 211.47 €

**Annexe : INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS DE EROLD SA
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2022****Note 1 : Présentation de l'activité, faits marquants et événements post-clôture**

A) Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé :

La Société Eroid (Ex-Planet Media), en 2022 a opéré en tant qu'éditrice du site

- Planet.fr (site d'actualités)

L'année 2022 est une année charnière marqué par la décision stratégique prise mi 2022 par le Groupe de se recentrer sur ses activités historiques d'éditeur de médias numérique et d'arrêter la diversification « servicielle » aux résultats et perspectives décevantes.

Cette décision a été prise dans un contexte d'érosion significative de l'audience des sites d'Eroid pénalisée par un contexte réglementaire évolutif et plus contraignant pour les éditeurs ainsi que par un renouvellement insuffisant des bases de données propriétaires.

Les actions menées depuis septembre notamment sur les « newsletters » éditoriales qui permettent de générer un trafic de plus grande qualité ont permis, dans un premier temps, de stabiliser l'audience autour de 13 millions de visites par mois sur la fin de l'exercice (vs 29 millions au début de l'exercice 2022), malgré un contexte durci de référencement par les moteurs de recherche.

Résultats 2022

La baisse des audiences pénalise mécaniquement les revenus publicitaires d'autant que les investissements des annonceurs ont globalement ralenti en 2022

Situation financière renforcée en avril 2023

Au 31 décembre 2022, la dette financière nette de la société EROLD ressort à 1,2 M€ (vs 2,1 M€ un an auparavant). La trésorerie disponible qui ressortait à 0.13 M€ au 31 décembre 2022 a été renforcée en avril à hauteur de 0,66 M€ par le produit net lié au succès de l'émission sursouscrite d'obligations en actions (OCA) et par un apport en compte-courant complémentaire de Holding EVELYNE PROUVOST¹ d'environ 0,5 M€ qui confirme ainsi sa volonté d'accompagner et soutenir le Groupe sur le long terme.

En avril, la société EROLD a obtenu également auprès de ses partenaires bancaires le gel de ses échéances de remboursement jusqu'en août 2024, ainsi qu'un étalement de charges sociales et fiscales auprès des organismes concernés.

Par ailleurs, le cadre de l'arrêté des comptes, des prévisions de trésorerie ont été établies jusqu'au 31 décembre 2023. Ces prévisions de trésorerie pour l'exercice 2023 ont été établies par la société et approuvés par le Conseil d'Administration le 23 janvier 2023 et revus en avril 2023 tenant compte du contexte de la société explicité ci-dessus mais aussi :

- D'un recentrage stratégique sur les métiers historiques d'éditeur de médias numérique avec un retour à la rentabilité en 2024
- Maitrise des frais généraux et des investissements
- Suivi attentif de la masse salariale
- D'un apport en compte courant à hauteur de 0,5 M€.

¹ Actionnaire majoritaire du Groupe Marie Claire (GMC) et actionnaire à hauteur de 46,6% d'Eroid

La société EROLD et le groupe dispose ainsi d'une visibilité supérieure à 12 mois pour poursuivre ses opérations et son redressement.

Si ces hypothèses venaient à ne pas se réaliser, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

L'assemblée Générale extraordinaire, réunie le 13 juillet 2022 a modifié la gouvernance de la société et a adopté la forme moniste (conseil d'administration) et a nommé pour 4 ans, administrateurs et censeurs :

Administrateurs :

- ✓ Madame Dominique Mercury, née le 29 septembre 1958 à Paris XIV^{ème}, demeurant à Chaville (Hauts-de-Seine), 7 avenue Curie ;
- ✓ Monsieur Hervé Dumesny, né le 12 août 1957 à (Paris VIII^{ème}), demeurant à Paris XVI^{ème}, 33 rue Raffet ;
- ✓ Monsieur Patrice Angot, né le 22 juin 1954 à Saint-Mandé (Val-de-Marne), demeurant à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), 47 rue Anatole France ;
- ✓ Montagut Participations, société par actions simplifiée au capital social de 50.000 € dont le siège social est à Marly-le-Roi (Yvelines), 32 Chemin du Clos Courche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro unique d'identification 823 392 071.
- ✓ Monsieur Amalric Poncet, né le 17 avril 1969 à Paris XIV^{ème}, demeurant à Paris XVI^{ème}, 12 rue de la Pompe.

Censeurs :

- ✓ Monsieur Arnaud de Contades, né le 23 novembre 1969 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), demeurant à Paris I^{er}, 177 rue Saint-Honoré.
 - ✓ Monsieur Thierry Casseville, né le 27 novembre 1954 à Dijon (Côte d'Or), demeurant à Chatou (Yvelines), 22 Villa Lambert.
-
- Le Conseil d'administration, réuni le 13 juillet 2022 a nommé Monsieur Hervé DUMESNY en qualité de Président du Conseil d'administration et Madame Stéphanie TRICOT, Directrice Générale intérimaire.
 - Le conseil d'administration, réuni le 24 octobre 2022 a nommé Monsieur Thierry CASSEVILLE, Directeur Général pour une durée d'un an, en remplacement de Madame Stéphanie TRICOT,

démissionnaire et pris acte de la démission de Monsieur Thierry CASSEVILLE de son mandat de censeur.

- Le Conseil d'administration, réuni le 14 décembre 2022 a nommé Monsieur Patrice ANGOT, Directeur Général à la suite du décès tragique de Monsieur Thierry CASSEVILLE pour une durée également limitée à un an.

Evènements post-clôture :

L'assemblée générale extraordinaire, réunie le 17 mars 2023 a délégué la compétence au conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur Général d'émettre des titres financiers dans la limite de 4.200.000 titres financiers, soit un montant maximum de 420.000 €

Le Conseil d'administration, réuni le 24 mars 2023 a exercé la délégation de compétence et délégué au Directeur Général les pouvoirs de réalisation de celle-ci.

Le Directeur Général a donc exercé dans la limite de 4.109.358 obligations convertibles présentant les caractéristiques suivantes :

| | |
|------------------------------------|--|
| Nombre d'OCA à émettre | Le nombre total maximum d'OCA à émettre s'élève à 4.109.358 |
| Valeur nominale des OCA | L'emprunt obligataire est d'un montant nominal maximum de 657 497,28 euros représenté par 4 109 358 OCA d'une valeur nominale de 0,16 euro chacune |
| Prix de souscription | Le prix de souscription unitaire des OCA est égal à leur valeur nominale, soit 0,16 euro |
| Période de négociation des DPS | La négociation des DPS sera ouverte du 31 mars 2023 inclus au 11 avril 2023 inclus |
| Période de souscription | La souscription des OCA sera ouverte du 4 avril 2023 inclus au 13 avril 2023 inclus |
| Durée de l'emprunt | La durée de l'emprunt est de 7 ans à compter de la date d'émission des OCA |
| Taux d'intérêt | Les OCA ne porteront pas d'intérêt |
| Ratio de conversion | Chaque OCA donnera lieu, sur exercice du droit de conversion, à une action nouvelle de la Société |
| Période de conversion | Du 1 ^{er} juin au 30 juin de chaque année, toute demande de conversion intervenant au-delà de cette fenêtre sera prise en compte à partir du 1 ^{er} juin de l'année suivante |
| Droit préférentiel de souscription | 3 Droits préférentiels de souscription permettront de souscrire 2 OCA |

A la clôture de la période de souscription, le 13 avril 2023, l'intégralité des OCA a été souscrite pour un montant de 657 497.28 euros comptabilisée dans le poste emprunt obligataire.

Conflit RUSSO-UKRAINE :

L'entreprise constate que ce conflit n'a pas d'impact significatif au 27 Avril 2023, date d'arrêtée des comptes annuels.

Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- § continuité de l'exploitation,
- § permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- § indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. »

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 27 avril 2023.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1.1 Immobilisations incorporelles**Frais de recherche-développement**

Les frais de recherche et de développement sont immobilisés en actifs incorporels dès lors que la Société peut démontrer (i) son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme, (ii) qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise et (iii) que les coûts de cet actif peuvent être évalués de façon fiable.

Autres Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de :

- a) Logiciels achetés en l'état, dont l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une durée d'une année.
- b) Bases de données d'internautes, l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie probable d'un abonné, c'est-à-dire 3 ans.

- c) Du mali technique suite à la TUP de la société Addict média en date du 21 Août 2017.

En application du PCG, en l'absence de plus-values latentes significatives sur les immobilisations corporelles et financières, la totalité du mali technique de fusion a été affecté au Fonds Commercial.

2.1.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de :

- d) Matériel de bureau et informatique, dont l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une durée de 3 ans.
- e) Mobilier de bureau, installation et agencement, l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une durée de 5 ans.
- f) Installations générales, l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans.

L'amortissement est calculé linéairement sur la base du coût d'acquisition sous déduction, le cas échéant d'une valeur résiduelle. La valeur résiduelle est le montant net des coûts de sortie attendus que la Société obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation.

2.1.3. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

A la clôture, la valeur comptable d'un actif est dépréciée dès lors que la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur d'un bien est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité du bien pour l'entreprise. Cette valeur d'utilité est notamment déterminée par rapport à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie futurs estimés et arrêtés par le Conseil d'Administration, attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. Si elle lui est inférieure, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

2.1.4. Immobilisations financières

A la clôture, la valeur comptable d'un actif est dépréciée dès lors que la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur d'un bien est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité du bien pour l'entreprise. Cette valeur d'utilité est notamment déterminée par rapport à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie futurs estimés et arrêtés par le Conseil d'Administration, attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité. Si elle lui est inférieure, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Les autres immobilisations financières sont représentées par les dépôts et cautionnement versés.

2.3 Evaluation des créances et dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire d’un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l’appréciation de la valeur d’inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l’objet d’un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s’il apparaît un risque de non recouvrement.

2.5 Reconnaissance du chiffre d’affaires

Les revenus de Eroid ex Planet Média proviennent de deux sources :

- Le Marketing programmatique de publicité : Monétisation omnicanale en temps réel de nos différents contenus avec de la publicité ciblée : sur nos sites et nos bases d’abonnés newsletters. Nous utilisons un algorithme propriétaire.
- Le marketing direct : Opérations effectuées pour le compte d’annonceurs en mettant à disposition nos bases de données ou un espace dédié sur nos sites. Planetmedia propose également la création de contenus exclusifs.

Le chiffre d’affaires est reconnu par Eroid ex Planet Media au prorata temporis sur la durée du contrat pour la vente d’espaces publicitaires et en fonction du taux de réalisation de ses objectifs pour les opérations de marketing.

La Société procède également à des opérations d’échange qui sont évaluées à la valeur vénale de celui des deux lots dont l’estimation est la plus fiable. Il s’agit principalement d’échange de visibilité sur nos sites moyennant un emplacement ou une visibilité sur des salons en rapport avec notre cible.

Note 3. Bilan

3.1 Immobilisations incorporelles

Frais de création de site internet : Ce poste comprend i) les frais de développement pour l’ensemble de nos sites et ont été valorisés sur la base des temps passés par les personnes chargées de ce développement, en fonction de leurs coûts salariaux et des prestataires de services externes, ii) les frais liés au développement de l’application mobile et du changement de l’ergonomie du site .

Logiciel et sites internet : Les acquisitions et mises en service de la période du poste « logiciels et sites Internet » ne sont constituées que par des logiciels.

Base de données : La société a poursuivi durant ce semestre de recruter plus de un millions de nouveaux abonnés « opt ’in ».

Les variations de la période s’analysent comme suit :

| En € | Début de l’exercice | Acquisitions et mises en service | Cessions/APA | Fin de l’exercice |
|-------------------------|---------------------|----------------------------------|--------------|-------------------|
| Mouvement de la période | | | | |

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors immobilisation en-cours) | | | | |
|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Frais de création de sites Internet | 3 532 498 | 399 423 | 865 183 | 3 066 738 |
| Frais de R&D | 257 904 | 188 286 | | 446 190 |
| Marque TUP AM | 4 500 | 0 | | 4 500 |
| Malis de Confusion - JIM | 1 567 338 | 0 | 0 | 1 567 338 |
| Malis TUP AM | 3 963 208 | 0 | 0 | 3 963 208 |
| Logiciels | 480 765 | 80 179 | 190 649 | 370 295 |
| Création Vidéo | 136 284 | 0 | | 136 284 |
| Bases de données | 2 453 577 | 320 675 | 361 001 | 2 413 251 |
| Bases de données Serviciel | 1 925 | 8 186 | 0 | 10 111 |
| SEO | 0 | 31 166 | | 31 166 |
| Total | 12 397 998 | 1 027 916 | 1 416 833 | 12 009 080 |

| En € Amortissements/Dépréciations Mouvement de la période | Début de l'exercice | Dotations | Dépréciations | Cessions/APA | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|----------------|------------------|------------------|----------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors immobilisation en-cours) | | | | | |
| Frais de création de sites Internet | 3 326 050 | 394 601 | - | 865 183 | 2 855 468 |
| Frais de R&D | 52 007 | 73 615 | | | 125 622 |
| Marque TUP AM | 0 | | | | 0 |
| Malis de Confusion - JIM | 1 567 338 | | - | | 1 567 338 |
| Malis TUP AM | 189 000 | | 2 113 467 | | 2 302 467 |
| Logiciels | 429 026 | 91 535 | 182 526 | | 338 035 |
| Création Vidéo | 63 695 | 27 257 | - | | 90 952 |
| Bases de données | 1 899 764 | 395 268 | | 361 001 | 1 934 031 |
| Bases de données Serviciel | 2 | 2 756 | - | | 2 758 |
| SEO | | 4 224 | | | 4 224 |
| Total | 7 526 882 | 989 256 | 2 295 993 | 1 226 184 | 9 220 894 |

Dépréciations

A l'issue des tests de dépréciation, une dépréciation à la hauteur de 2 113 k€ a été comptabilisé concernant la valorisation du fond de commerce de Addict Media permettant de rapporter la valeur comptable à la valeur réelle compte tenu de la situation de cette société au 31 décembre 2022.

3.2 Immobilisations corporelles

Les variations de la période s'analysent comme suit :

| En € Mouvement de la période | Début de l'exercice | Acquisitions | Cessions – virements - | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|---------------|---------------------------|-------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménagements | 310 395 | 0 | 0 | 310 395 |
| Matériel de bureau et informatique | 295 269 | 10 636 | 49 262 | 256 643 |
| Mobilier de bureau | 88 416 | 5 408 | 0 | 93 824 |
| Total | 694 080 | 16 044 | 49 262 | 660 863 |

| En € Amortissements/Dépréciations Mouvement de la période | Début de l'exercice | Dotations | Cessions – virements - APA | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|---------------|----------------------------------|-------------------|
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Installations, agencements, aménagements | 133 613 | 31 285 | 0 | 164 897 |
| Matériel de bureau et informatique | 268 836 | 17 777 | 49 262 | 237 352 |
| Mobilier de bureau | 72 546 | 10 634 | 0 | 83 180 |
| Total | 474 995 | 59 696 | 49 262 | 485 430 |

3.3 Détails des immobilisations incorporelles, corporelles et amortissements/dépréciations en fin de période hors immobilisation en-cours.

| Nature | Montant brut | Amortissements /Dépréciations | Montant net |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------------------|------------------|
| Frais de création de sites Internet | 3 066 738 | 2 855 468 | 211 271 |
| Frais de R&D | 446 190 | 125 622 | 320 568 |
| Marque TUP AM | 4 500 | 0 | 4 500 |
| Malis de Confusion - JIM | 1 567 338 | 1 567 338 | 0 |
| Malis TUP AM | 3 963 208 | 2 302 467 | 1 660 741 |
| Logiciels | 370 295 | 338 035 | 32 260 |
| Création Vidéo | 136 284 | 90 952 | 45 332 |
| Bases de données | 2 413 251 | 1 934 031 | 479 220 |
| Bases de données Serviciel | 10 111 | 2 758 | 7 353 |
| SEO | 31 166 | 4 224 | 26 942 |
| Total incorporelles | 12 009 080 | 9 220 894 | 2 788 186 |
| Installations, agencements, | 310 395 | 164 897 | 145 498 |
| Matériel de bureau et informatique | 256 643 | 237 352 | 19 291 |
| Mobilier de bureau | 93 824 | 83 180 | 10 644 |
| Total corporelles | 660 863 | 485 430 | 175 433 |
| Totaux | 12 669 943 | 9 706 324 | 2 963 619 |

3.4 Immobilisations financières

| En € Mouvement de la période | Début de l'exercice | Acquisitions | Cessions - virements | Fin de l'exercice |
|--|---------------------|----------------|----------------------|-------------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Titres de participation: Italie | 12 000 | | | 12 000 |
| Titres Planet Publishing | 3 898 735 | | | 3 898 735 |
| Titres part AMR TUP AM | 241 000 | | | 241 000 |
| Autres titres immobilisés | 103 919 | 141 961 | 155 439 | 90 441 |
| Autres immobilisations financières | 203 046 | | 30 097 | 172 949 |
| Créances rattachées à des participations | 5 119 | | | 5 119 |
| Total | 4 463 819 | 141 961 | 185 536 | 4 420 244 |

| En € Provisions Mouvements de la période | Début de l'exercice | Dotations | Reprises | Fin de l'exercice |
|---|------------------------|------------------|---------------|----------------------|
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Titres de participation: Italie | 12 000 | | | 12 000 |
| Titres Planet Publishing | 652 020 | 2 199 065 | | 2 851 085 |
| Titres part AMR TUP AM | - | | | - |
| Autres titres immobilisés | 62 315 | 78 654 | 66 164 | 74 805 |
| Autres immobilisations financières | - | | | - |
| Créances rattachées à des | 5 119 | | | 5 119 |
| Total | 731 454 | 2 277 719 | 66 164 | 2 943 009 |

Au 31 décembre 2022, une provision pour dépréciation a été comptabilisée en autres titres immobilisés à la hauteur de 78 K€ concernant la valorisation boursière des actions Erolld par rapport à leur valeur comptable.

A l'issue des tests de dépréciation, une dépréciation à la hauteur de 2 200 k€ a été comptabilisé concernant la valorisation des titres Planet Publishing permettant de rapporter la valeur comptable à la valeur réelle.

3.5 Etat des échéances des créances nettes.

| Nature | Montant en € | À moins d'un an | À plus d'un an | À plus de 5 ans |
|-----------------------------------|------------------|------------------|----------------|-----------------|
| Créances actif circulant : | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 2 206 236 | 2 206 236 | 0 | 0 |
| Autres créances | 1 061 892 | 1 061 892 | 0 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 137 315 | 137 315 | 0 | 0 |
| Total | 3 405 443 | 3 405 443 | 0 | 0 |

* clients et comptes rattachés dont 1 641 913 euros comptes réciproques

3.6 Créances clients

| Nature | Montant en € | À moins d'un an | À plus d'un an |
|------------------------------|------------------|------------------|----------------|
| Clients | 2 200 629 | 2 200 629 | 0 |
| Clients douteux | 9 508 | 0 | 9 508 |
| Prov Comptes clients | -7 923 | | -7 923 |
| Clients – Factures à établir | 4 022 | 0 | 0 |
| Total | 2 206 236 | 2 200 629 | 1 585 |

3.7 Autres créances

| Nature | Montant en € | À moins d'un an | À plus d'un an |
|--|------------------|------------------|----------------|
| Remises et avoirs à recevoir | 0 | 0 | 0 |
| Créances fiscales | 670 834 | 670 834 | 0 |
| Autres comptes Débiteurs/Créditeurs | 391 058 | 391 058 | 0 |
| Total | 1 061 892 | 1 061 892 | 0 |

3.8 Trésorerie

| En € | Montant brut 2022 | Montant brut 2021 |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| Actions propres attribués | - | - |
| Compte Dépôt à terme | 208 230 | 1 061 052 |
| Comptes courants bancaires | - 12 030 | 163 049 |
| Total | 196 199 | 1 224 101 |

La Société n'est pas exposée aux risques de change ou de taux et n'utilise pas dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette de produits dérivés.

La société n'a pas procédé au cours de l'année 2022 au rachat sur le marché d'actions.

| Actions propres | Nombre d'actions | Valeur |
|------------------------------|------------------|----------|
| Position début de l'exercice | 16 955 | 82 232 € |
| Acquisitions dans l'année | 0 | 0 € |
| Cessions dans l'année | 0 | 0 € |
| Position fin de l'exercice | 16 955 | 82 232 € |

3.9 Actions propres

| Actions propres + contrat liquidité | Nombre d'actions | Valeur |
|-------------------------------------|------------------|-----------|
| Position début de l'exercice | 30 467 | 137 453 € |
| Acquisitions dans l'année | 178 497 | 141 157 € |
| Cessions dans l'année | 173 267 | 139 212 € |
| Position fin de l'exercice | 35 697 | 90 441 € |

3.10 Actions gratuites

| Actions propres Plan AGA | Nombre d'action | Valeur |
|-----------------------------------|-----------------|--------|
| Distribution au 15/11/2022 | 32 000 | 23 232 |

L'attribution des actions gratuites est conditionnée à la réalisation de conditions de performance et d'ancienneté.

Les mandataires sociaux doivent conserver au moins 50 % des actions gratuites ainsi attribuées durant l'exercice de leurs mandats et les allocataires ne peuvent en aucun cas détenir plus de dix pour cents du capital social existant le jour de l'attribution.

3.11 Comptes de régularisation actif

Les charges constatées d'avance sont composées de charges ordinaires (assurances, etc.) relatives à des prestations non encore réalisées à la date de clôture de l'exercice dont la répercussion sur le résultat est reportée sur l'exercice suivant.

Au 31 Décembre 2022 ces charges s'élèvent à 137 K€ et sont principalement composées de charges courantes pour 47 K€ et de charges de 10 K€, loyer pour 90 K€,

| Montant en € | Exploitation | Financier |
|-----------------------------|--------------|-----------|
| Charges constatées d'avance | 137 315 | - |

3.12 Capitaux propres

Le capital social s'élève à 611 203.80 euros, divisé en 6 112 038 actions de 0,10 euro de valeur nominale, entièrement libérées et toutes de même catégorie. Une augmentation de capital a été réalisée le 21 septembre 2021 pour 80 K€ avec suppression du droit préférentiel de souscription (DPS) réservée au profit

de la société Holding Evelyne Prouvost à travers l'émission de 800 000 Actions Nouvelles au prix unitaire de 1,5 euro auxquelles sont attachés 500.000 BSA exerçables sous conditions de performance au prix de 2 euros.

Au 30 Juin 2022, 2 250 041 actions donnaient droit à vote double.

Tableau de variation des capitaux propres

| En € | Capital | Prime d'émission | Autres Réserves | Réserve légale | Provisions réglementées | Résultat | R.A.N. | Total |
|-----------------------------|---------|------------------|-----------------|----------------|-------------------------|------------|------------|------------|
| Capitaux propres 31.12.2021 | 611 204 | 3 245 941 | 4 274 539 | 48 292 | 44 198 | 360 103 | -1 151 302 | 7 432 974 |
| Affectation du résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -360 104 | 360 104 | 0 |
| Augmentation de capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions réglementées | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 012 | 0 | 0 | 12 012 |
| Résultat 31.12.2022 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -5 289 211 | 0 | -5 289 211 |
| Capitaux propres 31.12.2022 | 611 204 | 3 245 941 | 4 274 539 | 48 292 | 56 210 | -5 289 212 | -791 198 | 2 155 774 |

3.13 Subvention d'investissement

Planet Media a présenté au comité du fonds stratégique pour le développement de la presse des demandes de subvention pour les projets suivants :

- 1) Orbit : Programme d'incubation de start up.
- 2) Open data : Distribution ciblée de contenus open data personnalisés.
- 3) User centric : site web orienté, usage connecté.

| | Orbit | Open data | User Centric | TOTAL |
|-------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|
| Subvention | 220 559,00 € | 408 166,00 € | 267 994,00 € | 896 719,00 € |
| Reprises | 152 848,45 € | 270 571,43 € | | 423 419,88 € |
| Solde | 67 710,55 € | 137 594,57 € | 267 994,00 € | 473 299,12 € |

3.14 Provision pour risques et charges

Les provisions sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers, sans contrepartie de la Société. Ces provisions sont estimées en considérant les hypothèses les plus probables à l'arrêté des comptes.

Au 31 décembre 2022, il n'a pas été constaté une provision pour risques et charges.

3.15 Dettes financières

| Nature | Montant en € | À - d'un an | De + 1 an à 5 ans | + de 5 ans |
|--|--------------|-------------|-------------------|------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 287 262 | 2 125 | 1 028 000 | 257 137 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 0 | 0 | 0 | 0 |

Au 31 décembre 2022, le poste dettes financières représente le solde :

Du compte Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit lié :

- Au financement du projet innovation en 2015. L'emprunt avait été réparti entre notre partenaire bancaire Neuflyze OBC pour un montant de 400 K€ et la BPI pour un montant de 600 K€. Cet emprunt est totalement remboursé au 31 décembre 2022.
- Au financement dans le cadre de la croissance externe pour un montant de 4500 K€. Celui a été réparti entre trois partenaires bancaires, Neuflyze OBC, la banque Populaire et la BPI. avec un solde de 726 698 euros au 31 décembre 2022
- Au financement dans le cadre des travaux et de l'agencement des locaux du 93 rue de la Victoire Paris 9eme pour un montant de 300 K€ auprès de notre partenaire BNP Paribas. Cet emprunt est totalement remboursé au 31 décembre 2022.
- A l'obtention d'un PGE pour consolider ses fonds propres et renforcer sa trésorerie suite à la crise sanitaire Covid19 pour un montant de 500 K€.
- Ainsi que le solde créditeur de banque inscrit au bilan du 31 décembre 2022.

La société Eroid a négocié un étalement de ses échéances bancaires avec l'ensemble de ses partenaires financiers lui permettant de décaler les échéances à plus d'un an pour 913 K€ à compter de Novembre 2023 jusqu'à Août 2024

3.16 Dettes d'exploitation

| Nature | Montant en € | À un an au plus | À plus d'un an |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Fournisseurs et compte rattachés (inclus frs immobilisations) | 1 337 738 | 1 224 863 | 112 875 |
| Taxe sur la valeur ajouté | 583 025 | 446 136 | 136 889 |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 50 050 | 50 050 | |
| Personnel et comptes rattachés | 57 188 | 57 188 | |
| Sécurité sociale et autres organismes | 175 870 | 77 505 | 98 365 |
| Autres dettes | 208 173 | 208 173 | |
| Total | 2 412 043 | 2 063 914 | 348 129 |

La société Eroid a négocié un étalement d'une partie de sa dette fiscale et sociale constatée au 31 décembre 2022 sur une durée de 36 mois

3.17 Charges à payer

| Nature | Montant en € |
|-------------------------------------|----------------|
| Intérêts courus Emprunts | 0 |
| Intérêts courus à payer | 2 125 |
| Fournisseurs factures non parvenues | 92 081 |
| Provisions congés payés | 40 528 |
| Provisions bonus à payer | 9 644 |
| Charges sur congés à payer | 17 336 |
| Organismes - autres charges à payer | 8 069 |
| Autres charges à payer | 0 |
| C.A.P.: Formation pro. Continue | 0 |
| C.A.P.: Taxe d'apprentissage | 2 615 |
| C.A.P.: Effort à la construction | 0 |
| Provision Taxe handicapés | 0 |
| Provision Organic | 0 |
| Provision CVAE | 26 875 |
| Total | 199 271 |

4.1 Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires France, Export

| Chiffre d'affaires | 2022 (€) | 2021 (€) |
|--------------------|------------------|------------------|
| France | 3 422 631 | 4 899 283 |
| Etranger | 63 991 | 64 236 |
| Total | 3 486 622 | 4 963 519 |

Ventilation du chiffre d'affaires par activités

| Chiffres d'affaires | 2022 (€) | 2021 (€) |
|---------------------|------------------|------------------|
| CA Pub | 1 974 752 | 3 535 972 |
| Echanges | 724 487 | 632 500 |
| Produits divers | 787 382 | 795 047 |
| Total | 3 486 622 | 4 963 519 |

4.2 Charges d'exploitation

4.2.1 Rémunération des membres de direction.

Les rémunérations incluent la rémunération du président du directoire. Les rémunérations et avantages relatifs aux membres des organes de direction comptabilités au compte de résultat s'élèvent à 428 K€ (contre 432 K€ au 31 décembre 2021).

4.2.2 Effectif moyen par nature de poste

| Catégorie | 2022 | 2021 |
|----------------|-----------|-----------|
| Rédaction | 9 | 9 |
| Technique | 9 | 9 |
| Data | 1 | 2 |
| Commercial | 0 | 1 |
| Administratifs | 2 | 3 |
| | 21 | 24 |

4.3 Résultat Financier

Au 31 décembre 2022, ont été imputés en produit financier principalement une reprise de provision pour dépréciation latente d'immobilisation financière de 62.3 K€,

Ont été imputés en charge financière : principalement les dotations pour dépréciation sur immobilisation financière pour 2 336 K€, ainsi qu'une charge nette /cession VMP pour 173.4 K€

4.4 Résultat exceptionnel

La notion du résultat exceptionnel retenue dans les comptes est celle du plan comptable général ; elle comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la Société.

Au 31 décembre 2022, ont été imputés principalement en produit exceptionnel i) la quote part de subvention pour 122.9 K€, ii) un produit sur exercice antérieur 129.5 K€,

Les charges exceptionnelles sont principalement composées de la dotation exceptionnelle liée aux dépréciations constatées à hauteur de 2 113 k€,

4.5 Impôt sur les bénéfices

Erold ex Planet Media dispose de déficits fiscaux antérieurs à l'intégration fiscale imputables sur ses bénéficiaires futurs d'un montant total de 7 677 966 euros au 31 décembre 2022.

Erold ex Planet Media a décidé en date du 02 Août 2018 d'appliquer un régime fiscal de groupe prévu aux articles 223 A et suivant du CGI, applicable à compter de l'exercice ouvert du 01 Janvier 2017.

| | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|---|----------------------|----------|--------------------------|
| Résultat courant | -3 408 641 | | -3 408 641 |
| Résultat exceptionnel | -1 880 570 | | -1 880 570 |
| Participation des salariés | 0 | | 0 |
| Crédit d'impôt sur l'exercice | 0 | | 0 |
| Créance d'impôt à raison des bénéficiaires fiscaux antérieurs | -2 388 994 | | -2 388 994 |
| Résultat comptable | -5 289 211 | | -5 289 211 |

4.6 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est égal au résultat net divisé par le nombre moyen d'actions en circulation et augmenté du nombre d'actions à créer en cas de conversion de l'intégralité des instruments convertibles en actions.

| Nature | Euros |
|---------------------------------------|---------------|
| Résultat Net | - 5 289 211 |
| Nombre moyen d'actions en circulation | 6 112 038 |
| Résultat par action | - 0.86 |
| Nombre d'actions en circulation dilué | 6 112 038 |
| Résultat dilué par action | - 0.86 |

5.1 Engagement hors bilan

5.1.1 Engagements donnés

- Par acte sous seing privé en date du 23 novembre 2016, la Société Erold ex Planet Média a donné à gage les comptes d'instruments financiers et nanti l'intégralité des actions détenues dans le capital social des deux sociétés filiales, Planet Advertising et Planet Publishing, en garantie du parfait règlement des deux prêts d'un million cinq cent mille (1.500.000 €) euros chacun respectivement alloués par la société Banque Populaires Rives de Paris et Neuflyze, soit jusqu'au 30 juin 2022 pour Neuflyze OBC et prorogé jusqu' à parfait règlement pour Banque Populaire rives de Paris.
- Procédures en contestation de propriété intellectuelle :

- Par assignation en date du 21 mai 2012, la société a été assignée en contestation du calcul des redevances à la licence de marque Planet sur la période 2008 à 2013. Par jugement rendu le 6 juillet 2018, le tribunal judiciaire a condamné la société à payer un complément de redevance de 14.758 €, ainsi que 5.000 € à titre de dommages et intérêts et 5.000 € au titre de l'article 700 CPC. Appel a été interjeté par le demandeur devant la Cour d'Appel pour obtenir le règlement d'intérêts de retard à concurrence de 50.127 €, la requalification d'une partie de la somme versée en droit d'entrée et non comme avance sur la redevance, une somme de 50.000€ au titre du solde des redevance et des dommages et intérêts supplémentaires à hauteur de 50.000 € et 6.000 € au titre de l'article 700 CPC.
- Par assignation en date du 26 décembre 2019, le même requérant a assigné la société devant le tribunal judiciaire aux fins d'obtenir le (i) règlement de redevances complémentaires au titres de l'année 2014 et 2015 représentant les deux dernières années du contrat à concurrence de 50.000 € et (ii) la constatation de la contrefaçon de l'usage du nom Planet.fr à concurrence de 1.188.990 € à titre de dommages et intérêts, cessation d'utiliser le signe Planet.Fr sous astreinte de 2.649 € par jour de retard et 5.000 € au titre de l'article 700 CPC.

- Indemnités de départ à la retraite

L'engagement au titre des Indemnités de Départ à la Retraite (IDR) au 31 décembre 2022 s'élève à 9 K€. Ce montant a été calculé selon le barème des indemnités prévues par les dispositions du droit commun. La société ne procède pas à la comptabilisation de cette provision

Hypothèses retenues

- Tables de mortalité : tables INSEE TH-TF 04-06
- Tables de turnover : une table générique avec des taux de turnover dégressifs par âge et nul après 50 ans
- Âge de départ à la retraite : 60-67 ans
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux d'augmentation des salaires : 3.1 %
- Taux des charges sociales : 48 %
- Durée résiduelle d'activité : 21,75 ans
- Barèmes des IFC : dispositions du droit commun.

5.1.2 Engagements reçus

Engagement bancaire : concours bancaire à hauteur de 65 K€

Tableau des filiales et participations :

| Montant en € | Capital | Q.P détenue Divid.encaiss. | Valeur brut | Chiffre d’Affaires |
|----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|------------------------|-----------------------|
| Dénomination Siège Social | Capitaux Propres | | Valeur nette | Résultat |
| FILIALES (à plus de 50%) | | | | |
| Senior Planet SRL | 12 000 | 99.8 % | 12 000 | |
| 15 Via conservatorio MILANO | | | 0 | |
| Planet Advertising | 241 000 -1 452 863 | 100% | 241 000 241 000 | 3 644 303 -550 297 |
| Planet Publishing | 745 067 1 905 630 | 100% | 3 898 735 1 047 650 | 1 202 133 -587 522 |

Opérations avec les parties liées : Néant